
ANTOINE COMPAGNON

LES PROGRAMMES :
ÉLABORATION ET CONTENU

Pouvoirs: Vous participez depuis bientôt deux ans aux travaux du Haut Conseil de l'éducation, après avoir été membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les débats sur l'existence et le contenu des programmes sont au cœur de ces travaux. Pourquoi ces débats ? À quoi servent les programmes scolaires ? 103

Antoine Compagnon: Avant de répondre à votre question, il faut faire ce constat au sujet des programmes: personne ne sait s'ils sont vraiment suivis. On doit s'interroger sur le degré de réalité des programmes dans notre pays, car il existe une grande incertitude sur leur mise en œuvre effective. Par exemple sur le respect des horaires par matière. Il est ainsi souvent avancé que les horaires pour les sciences ne sont pas appliqués dans l'enseignement primaire. En fait, personne ne le sait et, notamment, pas le ministère. Les programmes semblent être devenus indicatifs, voire fictifs. Dans les autres pays d'Europe, qu'ils soient ou non plus décentralisés, le degré de réalité des programmes est meilleur. Ce constat français est inquiétant, car il impose un préalable à la réflexion sur le contenu des programmes, réflexion qui tourne peut-être dans le vide.

Pouvoirs: Comment expliquez-vous ce constat ?

A. Compagnon: Les programmes ne sont pas familiers aux maîtres du primaire ou du collège. C'est évidemment paradoxal et inquiétant. D'une part, il en est ainsi car les programmes ne sont pas d'un accès aisé. Qui a envie de lire le livre *Qu'apprend-on à l'école ?* D'autre part, si les programmes ne sont pas suivis, c'est parce qu'ils ont changé trop

souvent. Le programme de 1923 était resté en vigueur jusque dans les années 1960; il était bref, comme celui de Jules Ferry en 1882/1887. Au contraire, de 1985 à 2002, les programmes ont été modifiés trois fois et ils sont devenus bavards, notamment dans les documents d'accompagnement.

Les maîtres ont pris en compte cette évolution. Auparavant, la routine était sans doute forte, mais il existait une bonne adéquation entre la formation initiale des maîtres, les programmes stables, et la réalité de l'enseignement dans les écoles. Les lieux de ce triptyque ont disparu.

Pouvoirs: Ce constat remet-il en cause la nécessité des programmes ?

104 **A. Compagnon:** Je ne le pense pas. Il me semble qu'il faut des programmes, notamment pour réaffirmer la place de la culture scientifique et littéraire. Mais pour que ces programmes redeviennent effectifs, il faut agir dans deux directions. D'une part, il faut les simplifier et mettre un terme à l'inflation de la complexité et du détail, quitte à ne pas retenir les vœux de toutes les corporations de l'Éducation nationale. Ce travail fait, il faut s'y tenir et ne plus « mettre à jour » et modifier en permanence ces programmes. D'autre part, il faut renouveler la formation continue des maîtres. Si ceux-ci n'appliquent pas correctement les programmes, c'est aussi parce qu'ils sont mal à l'aise avec certaines disciplines. Il en va par exemple ainsi avec les sciences, nos anciennes « leçons de choses ». Il faut donc les aider par la formation continue. Or celle-ci est aujourd'hui facultative et inadéquate.

Pouvoirs: Quel contenu devraient avoir ces programmes stabilisés ?

A. Compagnon: Je suis favorable au socle commun de connaissances introduit par la loi sur l'école. Celui-ci doit permettre d'échapper à deux écueils. Le premier est celui de l'encyclopédisme démesuré. Au fur et à mesure des additions, la liste des connaissances accessoires exigées des élèves était devenue irréaliste. Aucun d'entre nous ne sait tout ce que nos enfants étaient censés apprendre, en histoire, en sciences, sans que les connaissances fondamentales soient maîtrisées. Il faut revenir à une culture scientifique et humaniste commune. Pour des générations, celle-ci avait été symbolisée par *Le Tour de France par deux enfants*. Certes le ton était revancharde, après la guerre de 1870, mais on y apprenait l'histoire de France, sa géographie, son économie... Le second écueil est l'extrême inverse de l'encyclopédisme. C'est celui

de l'éclatement symbolisé ici par l'absence d'utilisation de manuel et la généralisation des photocopies. Les élèves du primaire semblent parfois ne plus travailler que sur des photocopies. Bien sûr, cette facilité contribue à ne plus respecter les programmes. Il faut un retour vers les manuels.

Pouvoirs: La priorité est donc pour vous le retour à la culture scientifique et humaniste dans les programmes ?

A. Compagnon: Oui. Pas seulement au nom de la formation de l'être humain qu'elle permet. Mais aussi parce qu'elle conditionne l'adaptabilité future au marché de l'emploi. L'époque où chacun conservait le même métier toute sa vie est largement révolue. La culture générale facilite ces mutations.

105

Pour réintroduire cette priorité, il faut gagner sur d'autres disciplines. Il faut aussi arrêter de demander à l'école de pourvoir à l'initiation à tous les aspects de la vie (sécurité routière, premiers soins, apprentissage de la natation...). Sinon, ne soyons pas surpris que l'école n'arrive plus à assurer sa mission première.

Je suis préoccupé par la fièvre de la professionnalisation des enseignements, par la spécialisation en fonction d'un marché de l'emploi à court terme. Aujourd'hui la moitié des jeunes qui, au sein d'une classe d'âge, parviennent au niveau du baccalauréat, suivent une formation préparant à un baccalauréat professionnel ou un baccalauréat technologique. C'est considérable. Or, dans ces filières, on ne conserve pas assez de culture scientifique et de culture humaniste. Ce mouvement n'est pas sain. Il fait trop porter l'accent sur des savoir-faire pour chercher des remèdes de court terme au chômage.

Pouvoirs: Ces baccalauréats professionnels ou technologiques ont le mérite de rapprocher l'école de l'entreprise alors que les deux mondes s'ignorent encore beaucoup.

A. Compagnon: C'est exact. Il reste cependant que l'école transmet en général un mauvais message à l'égard de l'entreprise. C'est particulièrement regrettable pour les choix d'orientation des élèves. Ceux-ci doivent être aidés par les conseillers d'orientation psychologique (COP). Or ces psychologues n'ont pas une culture de l'activité économique. En plus, pour beaucoup d'entre eux, ils s'en méfient. Tout cela justifie que la connaissance de l'économie soit davantage prise en

compte dans les programmes. Je dis cela sans oublier ma réserve initiale : il faudrait encore qu'une telle inflexion des programmes devienne réalité !

Pouvoirs : Face à ces dysfonctionnements relatifs aux programmes, faut-il revoir le rôle de l'État au profit des régions ?

A. Compagnon : L'impuissance du centre à savoir ce qui se passe réellement et donc à contrôler pose effectivement question. L'Éducation nationale semble parfois en roue libre. C'est inquiétant. À un niveau plus local, plus proche des réalités du fonctionnement de l'école, les acteurs pourraient être plus responsabilisés. Cela devrait être le bon niveau, non pas pour l'élaboration des programmes, mais pour l'évaluation de leur mise en œuvre. Par exemple, on débat à l'infini sur les méthodes de l'apprentissage de la lecture sans disposer d'aucune évaluation fiable des résultats respectifs de ces méthodes. Au mieux, un professeur du primaire est inspecté une fois tous les trois à cinq ans. Cette inspection n'a donc pas beaucoup d'effet pédagogique. Malgré les conférences d'animation pédagogiques, les professeurs des écoles sont laissés à eux-mêmes. Ils sont en réalité très seuls.

Pouvoirs : Quel doit être dans ce cadre le rôle de l'Inspection générale de l'Éducation nationale ?

A. Compagnon : Actuellement, l'IGEN est de fait à l'origine de la préparation des programmes, puis de l'élaboration des manuels, et enfin de l'évaluation. Ce cumul pose problème, même s'il est faux de se représenter l'Inspection générale comme homogène. Elle est aussi un lieu de tensions. En tout état de cause, il est troublant que la même instance conçoive et évalue.

Pouvoirs : Quelle doit être la place dans les programmes de l'éducation civique, juridique et sociale ?

A. Compagnon : Cette matière a toujours été le parent pauvre. Il ne faut pas idéaliser la situation passée dans laquelle, en réalité, l'éducation civique était enseignée... si le professeur avait le temps ! Pourtant, je suis très favorable à ce que les enfants aient une connaissance de la Constitution et de l'Europe. Cela fait d'ailleurs partie du socle de connaissances.

Pouvoirs: Et l'enseignement du fait religieux à l'école ?

A. Compagnon: J'y suis également favorable. Il est nécessaire que nos élèves aient une culture mythologique et biblique.

R É S U M É :

Les programmes scolaires sont devenus de plus en plus épais et détaillés depuis une génération, sans que la réalité de leur application soit garantie. Il est temps de revenir à l'essentiel, en évitant à la fois l'encyclopédisme démesuré et la réduction à un bagage minimal. Le socle des connaissances devrait assurer à tous une culture scientifique et humaniste leur permettant de s'adapter aux conditions changeantes du monde ainsi que des professions.